

"C'est une grande folle de de vouloir être sage tout seul".
—LaRocheoucauld.

LE CANADIEN D'OTTAWA

"Ne dites jamais du mal de vous; vos amis en diront toujours assez."
—Talleyrand.

OTTAWA, VENDREDI, 13 FEVRIER 1925.

Le manifeste Meighen

Le "Canadien" publie aujourd'hui le manifeste qu'a lancé la semaine dernière l'honorable Arthur Meighen au nom du parti conservateur. Nous en recommandons la lecture et l'étude à nos lecteurs.

Au marasme industriel et à la dépression financière que le Canada traverse à l'heure actuelle et depuis que le gouvernement King a entrepris avec si peu de succès de mener les affaires du pays le chef conservateur suggère des solutions qui se résument en cinq points :

1. L'adoption d'un tarif protecteur, même contre l'Angleterre et les produits anglais pour l'industrie, la ferme, les mines et les pêcheries.
2. La conservation des ressources naturelles du pays et leur développement au pays ;
3. La création d'une commission de tarif permanente indépendante des partis politiques investie de pouvoirs suffisants pour empêcher les abus ;
4. Augmentation du marché canadien pour tous les produits du pays comme résultat de la protection qui leur sera accordée et en conséquence une taxe plus légère sur un plus gros volume de richesses créées et produites au pays ;
5. Une aide d'urgence à l'ouest et aux provinces maritimes à même le trésor public accru par l'augmentation de la richesse domestique.

Ce manifeste est l'expression nette, claire, franche et honnête de la politique conservatrice basée sur les exigences du présent et sur la meilleure tradition politique de Macdonald, de Cartier et même de Laurier avant 1911 quand ses amis imposèrent au lion devenu vieux le projet libre-échangiste qui entraîna sa défaite.

Le Canada a prospéré quand les gouvernements ont suivi cette "politique nationale" et il a rétrogradé quand ils s'en sont éloignés. Les vœux se rappellent encore le fiasco que fut l'administration libre-échangiste de McKenzie en 1878, les usines closes et l'exode de milliers de canadiens qui l'accompagnèrent. Ceux qui sont sans travail aujourd'hui dans les villes et les campagnes canadiennes à cause de la politique désastreuse et anti-nationale de M. King et tous ces canadiens récemment exilés aux Etats-Unis pour y chercher du travail et du salaire savent que 1878 est en train de se répéter en 1925.

Quelle différence entre la clarté de l'expression et de l'idée de ce manifeste et les déclarations sont nébuleuses ou contradictoires de M. King sur la supposée politique fiscale de l'administration qui a la triste privauté de vous conduire à la ruine. Quelle orientation droite et définie comparée aux tergiversations parlées et actées de M. King. D'un côté des projets et suggestions basées sur les intérêts nationaux et de l'autre un girouetteage "ad nauseam" donnant ses faveurs tantôt à l'ouest, tantôt à l'est pour conserver le pouvoir.

Ce manifeste de M. Meighen remet en actualité le véritable problème politique du jour : celui de notre situation économique. L'électeur y trouvera une solution. Il est d'une extrême urgence que l'électorat de Québec ferme résolument l'oreille aux appels de préjugés de la propagande libérale pour aborder sérieusement la question politique qui prime toutes les autres.

Le gouvernement s'évade

Le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône a tranché la situation politique : les trois chefs, M. King, au nom du gouvernement, M. Meighen, au nom de l'opposition et M. Forke au nom des progressistes ont fait connaître leur attitude sur le problème politique actuel. Pour ce qui est du gouvernement nous devons nous en rapporter entièrement au discours du trône, qui, cette année, s'exprime en termes très précis. Sa brièveté comporte des omissions importantes puisqu'il ne contient rien sur les intentions du ministre au sujet du tarif. Le discours du premier ministre n'y a pas suppléé de sorte que la population reste dans l'incertitude absolue. On était quelque peu en droit de s'attendre à ce que le ministre fit une courte allusion au sujet puisque le chef de l'opposition l'hon. M. Meighen à la veille de la session lança son manifeste sur la nécessité de revenir à la politique de protection.

Pour écarter des préoccupations politiques la question tarifaire (qui devrait pourtant primer) le gouvernement impose au parlement un débat sur la question des transports ferroviaires et maritimes. A ces questions il ajoute celle de la réforme du Sénat, celle de l'immigration et de la colonisation. Ce programme sessionnel ne répond pas à l'attente d'un grand nombre qui auraient désiré voir le parlement aborder résolument les trois grandes questions actuelles : le tarif, le chômage, et l'impôt.

Mais il y a plus dans le discours du trône. Le gouvernement prétend que depuis trois ans le Canada va de l'avant et que ses progrès dans tous les domaines autorisent les plus belles espérances.

Le discours de l'opposition, l'hon. M. Meighen, a surtout porté sur ce point. S'appuyant uniquement sur les statistiques officielles du gouvernement il a montré que depuis l'avènement du parti libéral plus de 2,048 établissements industriels ont dû fermer leurs portes, plus de 700,000 canadiens ont quitté le pays pour aller tenter fortune aux Etats-Unis où les conditions sont meilleures, enfin le coût de la vie au lieu d'être réduit a augmenté d'une façon constante. Ainsi au cours de l'an dernier il a augmenté de trois points. Les affirmations du chef de l'opposition souffrent difficilement la contradiction puisqu'elles s'appuient sur les chiffres officiels du gouvernement lui-même.

Mais il y a le troisième parti et son chef, M. Forke, déclare que MM. King et Meighen ont tort. C'est l'attitude qu'il devait évidemment adopter puisque d'une part le gouvernement en présence d'un déficit de \$100,000,000 causé par les dernières modifications au tarif ne saurait poursuivre une politique aussi néfaste pour nos finances et nos industries et, d'autre part, M. Meighen préconise la politique de protection à laquelle les progressistes s'opposent énergiquement.

Le troisième parti, cependant, ne perd pas espoir et cette année garde une attitude de réserve. Il ne propose pas d'amendement au discours du trône et votera vraisemblablement pour le ministre. Il poursuivra sa politique de "bienveillante neutralité" jusqu'au jour où sentant qu'il ne peut plus rien obtenir du gouvernement il décidera de faire volte-face.

Il reste toutefois que la situation politique est clairement définie dès le premier jour. Le gouvernement cherche à éluder les deux grandes questions où il ferait échec : le tarif et l'impôt tandis que l'opposition insiste avec vigueur pour que le parlement aborde sans hésiter les véritables problèmes du jour.

Un ministre en panne

La presse libérale de Toronto lance une rumeur dans le but de trouver un poste à l'hon. Charles Murphy dont les électeurs de Russell se préparent à mettre à pied. On voudrait que M. Murphy soit nommé ambassadeur à Washington à la place de l'hon. M. Belcourt. M. Murphy en moussant sa candidature contre M. Belcourt à ce poste témoigne une étrange reconnaissance à celui qui a le plus contribué à son élection dans le comté de Russell.

EN MARGE DE L'ACTUALITE

Pourquoi

Pourquoi veut-on se sentir plus jeune à 60 ans qu'à 16 ans ?

L'amitié

Si tu veux avoir de bons amis sois-en un.

Petite annonce

"Automobile usagé à vendre. S'adresser à l'hôpital civique, chambre 25, Chicago".

Depuis qu'elles portent les cheveux courts les femmes se servent moins souvent des razors de leur mari pour aiguiser les crayons.

Raison valable

—Pourquoi préfère-t-il aller chez une femme dentiste ?

—Parce qu'il préfère se faire dire par une femme d'ouvrir la bouche plutôt que de la fermer.

Un oubli

Quant à se mettre en frais, les aventuriers auraient dû annoncer la fin du monde pour le 13 février, vu que ce jour est un vendredi ! Mais, dame ! il est difficile de penser à tout.

Une perle !

Au moment où, au Creusot, pendant le déjeuner chez un interprète des usines Schneider, M. Colomer, un plat de moules était servi sur la table familiale, une des filles de l'interprète trouva dans un mollusque une magnifique perle qui, sur estimation d'un bijoutier, voisin, a été évaluée à deux mille francs.

Voilà une moule qui n'était pas précisément une bête.

De 68 à 73 ans

On a fêté le 73^e anniversaire de la naissance du maréchal Joffre. Mais, quoique doyen d'ancienneté, le maréchal Joffre n'est pas le doyen d'âge des maréchaux de France. Le maréchal Foch, en effet, est son aîné, puisqu'il aura 74 ans le 2 octobre prochain.

Vient ensuite : le maréchal Fayolle, qui aura 73 ans le 14 mai prochain; le maréchal Lyautey, 71 ans le 17 novembre. Le maréchal Pétain atteindra ses 69 ans le 24 avril et le maréchal Franchet d'Espèrey le 25 mai.

Les inventions bizarres

A Londres, au banquet des agents de brevets d'inventions, on a parlé de toutes dernières nouvelles, dont quelques-unes ne manquent pas d'intérêt. Jugez-en plutôt.

Une salière graduée—pour saler le potage au gré du client; un smoking qui peut se transformer instantanément en habit, selon les circonstances; des bottines dont la tige en caoutchouc extensible peut se rabattre sur la semelle, en cas de pluie; une canne contenant un appareil récepteur de T. S. F.; un fume-cigarette artificiel "avec fumée véritable"; une chaise de poche, chef-d'oeuvre métallique pesant à peine 200 grammes; un instrument imitant le bruit d'une violente bagarre et "pour avoir de la place au restaurant".

La mode

En 1904, Mistral fonda un prix pour les jeunes filles de Province qui s'engageaient par écrit à porter toute leur vie les coiffures et les costumes de leur village. Ces Mirelles reçurent un beau diplôme encadré qu'elles suspendirent au-dessus de leur petit lit blanc. Geste charmant, mais résurrection bien éphémère. Nos poëtes ne se doutent pas qu'un moment vient où, dans cette matière, ils ne font plus de l'art, mais de l'archéologie. Certains costumes pittoresques—et précisément en raison même de leur pittoresque—sont morts et bien morts. Ce sont des curiosités de musée, des objets de vitrine qu'il est intéressant de faire admirer, à l'occasion de solennités locales — comme Lormondant en prit l'heureuse initiative, ces jours derniers, à Penmarch, ou comme on le fit à la fête de Champéry, dont Henry Bordeaux a fait goûter à nos lecteurs toute la fraîche et vivante séduction—mais qu'il est impossible de faire revivre en 1922.

La vie moderne impose sournoisement son costume. Les paysans d'aujourd'hui ne peuvent se soustraire à ses exigences. Les costumes de jadis sont souvent encombrants et coûteux. Ils ne se prêtent pas aux déplacements. Ils sont parfois incompatibles avec un simple voyage en chemin de fer. Le chapeau breton—boucle en avant pour le Morbihan, boucle en arrière pour le Finistère—coûte maintenant cent cinquante francs. C'est une bien lourde charge pour le budget d'un paysan de Ploërmel ! On va, peu à peu, malgré toute la tendresse que peut inspirer le passé, vers le vêtement qui s'accommode le mieux aux nécessités du présent.

On le veut pratique et économique. Il est vain d'espérer qu'on pourra jamais remonter ce courant.

CHRONIQUE DE LA SEMAINE

Probité civique.

Ne dit-on pas trop de mal de notre siècle, de nos gens et de nos moeurs ? Nos petits-fils parleront de notre époque tout comme nous parlons aujourd'hui du "bon vieux temps". De tout temps il s'est trouvé des gens pour faire le procès des moeurs de leur époque. Le déluge témoigne peu en faveur de nos ancêtres éloignés. Les poëtes et une certaine catégorie d'historiens ont présenté nos pères sous des traits de héros si bien que nous hésitions à l'éclat de nos siècles.

Ce qui contribue semble-t-il à cette "humilité" est le ton de dénigrement qui est le grand thème de nos campagnes électorales. On s'autorise trop librement de critiques sans merci nos adversaires politiques auxquels on refuse les qualités que l'on veut absolument reconnaître à nos amis. Par un étrange retour de la justice suffit-il que ces hommes politiques meurent pour qu'on leur élève des statues. C'est ainsi qu'on a vu des adversaires irrécyclables de la veille faire la panegyrique enthousiaste d'un politicien qu'ils avaient combattu sans merci pendant toute sa carrière.

L'illogisme de cette conduite contradictoire échappe à ceux qui en sont atteints. Rendons justice à notre siècle et à ceux qui, dans la vie publique, ont droit, au même respect que tout autre dans la vie privée. "Sans autre forme de procès" l'électeur condamne les hommes publics à tel point qu'il suffit qu'un citoyen intègre et respecté perde ce respect de ses concitoyens du moment qu'ils entrent dans l'arène politique. Il faut bien en faire l'aveu les nôtres sont sans merci par nos politiciens. On pourrait dresser une longue liste de canadiens-français doués de grands talents mais dont la carrière fut totalement brisée par une campagne de dénigrement de la plus flagrante injustice.

Respectons nos hommes publics puisqu'ils sont un peu nos instituteurs.

Pourquoi un libéral et un progressiste refuserait-il aujourd'hui l'hommage de son admiration à M. Meighen, le chef conservateur, qui vient de refuser l'offre d'un salaire de \$40,000 par année parce qu'il préfère rester dans la vie publique. Il se trouvera quand même toujours des adversaires mesquins pour lui refuser cette justice.

Il y a 300 ans.

C'est en 1624, il y a trois cents ans, que New-York a été fondé par 32 familles wallonnes et françaises venues de Hollande.

Aussi le président de la République française et le roi des Belges figurent-ils à côté de la reine de Hollande dans le comité d'honneur. Déjà, en 1562, l'amiral Ribaut avait fondé en Floride et au Carolina plusieurs colonies de Français. Les deux chefs principaux de l'expédition furent Jesse et Forest d'Avensse, un fabricant de Leyde et Pierre Minuit. C'est ce dernier qui construisit, en 1626, le fort Amsterdam.

Pendant vingt ans, toutes les pièces officielles de la nouvelle colonie hollandaise furent rédigées en français, à cause de la prédominance de l'élément wallon, et français dans la colonie.

Le château d'Henri IV

Depuis longtemps le conseil municipal avait résolu de restaurer l'ancien château d'Henri IV, classé comme monument historique. Mais pour entreprendre les réparations il était indispensable que la ville s'assurât l'entière propriété de l'immeuble, dont une partie appartient à M. Le Roy-Dupré, banquier à Paris. Les pourparlers engagés dans ce but n'ayant pas abouti, la ville eut recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La commission d'expropriation s'est transportée sur les lieux. Le banquier parisien a obtenu une indemnité de 5,000 francs, mais il devra payer les frais de la procédure d'expropriation.

Les travaux de restauration de l'aile qui subsiste et qui date du seizième siècle vont être entrepris prochainement.

Le lac d'immortalité

Quand on regarde ce palais magnifique on comprend difficilement que tel prince de l'Inde quitta son merveilleux pays pour risquer, à Londres, une aventure qui s'achève actuellement d'une façon si peu réulsive.

Le "Temple d'Or", qui semble une vision de rêve, s'élève au environs d'Amritsar, grande ville de 300,000 habitants, peuplée presque exclusivement par la secte guerrière des Sikhs dont tant de représentants sont morts glorieusement sur le sol français, pendant la guerre, dans les légions indiennes.

Le lac d'immortalité, qui entoure le temple-palais a dit-on, la propriété d'effacer tous les péchés de ceux qui s'y plongent, aussi est-ce élargissement de onze centimètres.

Ma maison

Ma maison, sur le flanc du coteau, blanche et verte, Ré garde les soleils levants. Sa porte, ouverte Comme par un sourire affable, dit: "Entrez!"

On ne sait de quel jour interne pénétrés Les carreaux de ses deux fenêtres ont des flammes Douces, comme ces yeux qui dévoilent des âmes.

Sa toiture est d'ardoise; on la voit de très loin, Bleue et coquette, avec un vase à chaque coin. Vase de terre, où s'ouvre une âpre plante grasse. Nettement limités de fraisiers et de busis, Les sentiers du jardin circulent avec grâce,

Beaucoup de fleurs: jasmins, tulipes, chèvrefeuille. Le soir, dans son cristal calme, sous le rideau Des arbres, un bassin où s'est tu le jet d'eau Reflète entre ses bords de luzerne et de menthes, La lune aux yeux nageant, cygne des nuits dormantes.

Si j'étais le passant qui gravit le coteau, Suant, l'été, gelant, l'hiver, sous son manteau, Triste toujours—car nul ne marche sur la terre Sans qu'un soupir, frivole espoir ou deuil austère, Ne m'ine, comme un ver le noyau, sa raison.

Et si, blanche, au détour du sentier, ma maison Sans sa sérénité m'apparaissait, subite, Je m'écrierais: "C'est là que le bonheur habite!"

CATULLE MENDES.

COMMENTAIRES DE LA PRESSE

PATIENCE

„Que tous les chômeurs et les émigrants se consolent: M. King fera tout en son pouvoir pour les aider en activant les travaux publics.

En d'autres termes et selon la formule usitée. M. King a pris la chose en sérieuse considération... —Le "Matin".

LE COUT DE LA VIE

Au cours du mois de janvier, le coût de la vie a augmenté de 5.3 pour cent aux Etats-Unis. Le Canada n'est pas en meilleure posture. Tout augmente: il n'y a que le beurre qui paraît vouloir descendre à un prix... raisonnable. Mais voilà qu'on nous menace d'augmenter le prix du pain. Les agitateurs en blanc vont nous faire payer cher leurs andalouses spéculations... —Le "Patrie".

ENCORE RIEN

Le gouvernement d'Ottawa ne s'est pas encore prononcé sur la question d'aider aux Gaspésiens à se tenir en relations faciles et constantes avec le reste de la province et du pays, au moyen d'un chemin de fer qui ne soit pas seulement un simulacre. Mais la délégation qui a rencontré des ministres à ce propos, il y a quelques heures, ne doit pas perdre espoir. Il faut de toute nécessité donner aux contribuables de cette partie du pays des facilités de communications raisonnables, car ces gens paient les mêmes impôts que le reste des citoyens du pays et ils sont loin d'être traités comme ils le devraient. C'est une question sur laquelle il faudra du reste revenir. —Le "Devoir".

NOUVEAU DICTIONNAIRE ANGLAIS

On annonce de Londres que la rédaction du grand dictionnaire d'Oxford touche à sa fin. C'est une oeuvre analogue à celle du dictionnaire de l'Académie française, mais plus développée, car elle contient l'histoire de chaque mot, avec d'abondants exemples tirés des auteurs. Le coût de l'entreprise s'éleva au total à la somme formidable de un million et quart de livres sterling. Il est à croire que les éditeurs n'espèrent pas tirer un bénéfice de cette publication, car on se demande autrement à quel prix ils devraient vendre l'ouvrage. Ajoutons que le dictionnaire d'Oxford est sur le chantier, selon l'expression consacrée, depuis 1857.

OU SONT DONC LES ABSENTS ?

Les dix années d'immigration qui vont de 1911 à 1921 ont donné à notre pays 921,481 citoyens. Dans la même période, notre population a augmenté naturellement de 150,000 au moins par année. Le total d'accroissement naturel a donc été de 1,500,000. Si on ajoute les immigrants, notre population aurait dû s'accroître durant cette décennie de 3,221,481 et passer à 9,528,124. Mais nous sommes loin de ce chiffre au recensement de 1921. Notre population n'est que de 8,788,483 et l'augmentation est dix ans à peine de 1,581,840, soit un déficit de plus de 750,000. En d'autres termes, toute notre immigration de la décennie n'a servi à rien et l'argent que nous avons dépensé pour l'attirer ici a été de l'argent gaspillé.

Si l'on peut juger de la décennie 1921-1931 par ses trois premières années, on peut à l'avance prédire que le résultat sera encore plus mauvais... —Le "Nouveliste".

Féménisme

On a inauguré une plaque de marbre au premier étage de l'immeuble 151, rue de la Roquette, à Paris. Elle porte cette inscription: "Hubertine Auclert, fondatrice de la Société de suffrage des femmes (1876), habita cette maison de 1892 à 1914.—Souvenir du groupe français d'études féministes".

Mme Hubertine Auclert a joué d'une certaine popularité. Elle fut une militante active et désintéressée, qui apporta dans ses polémiques une fougue tempérée par une grande aménité. Elle s'était particulièrement dévouée, en 1870, dans le Paris du siège, auprès des malades atteints par l'épidémie de variole.

En 1876, elle créait le groupe-petit du "Droit des femmes", qui, en 1883, prenait le nom de "Société de suffrage des femmes". Elle fonda, en 1881, la "Citoyenne". Elle avait refusé de payer ses impôts en 1880, sous le prétexte qu'elle ne les avait pas votés, et avait été saisie. Elle fut candidate aux élections municipales en 1910 et recueillit 590 voix. Elle mourut en 1914.

Des discours ont été prononcés par Mmes Louis Brunet, au nom de la Société de suffrage des femmes; Marguerite Durand, au nom de la Société d'amélioration des droits de la femme; et Mme Chaumont, sœur d'Hubertine Auclert.

Un homme ne devrait jamais avoir honte d'avouer ses torts, car faire de pareils aveux, c'est dire qu'on est plus sage aujourd'hui qu'on ne l'était hier... —Pope.

La Banque Provinciale du Canada

déclare informer ses nombreux clients et amis que les bureaux de sa succursale, rue Rideau, endommagés par un incendie sont temporairement installés au

92 RUE RIDEAU

Immeuble Borbridge

ANGLE DE LA RUE OSGOODE

TOUTES LES AFFAIRES DE BANQUE TRANSIGÉES COMME A L'ORDINAIRE.

RADIO

Vendu à Termes Faciles

Atwater Kent Super Hetrodyne Neutrodyne Radiola Style 8 avec Tube et Phone à \$45.00 seulement.

Robertson, Pingle & Tilley Ltd. Angle BANK et COOPER

16-23-30-1.6

AVIS

A tous ceux qui ont l'intention de s'acheter un piano nous pouvons épargner de \$50.00 à \$100.00 en leur demandant de venir directement à nos entrepôts ou de nous adresser à des membres de la compagnie qui vous donneront une cordiale réception.

Nous sommes les seuls agents pour les Pianos Nordheimer et Dominion.

LEACH, CLEGG & LEACH

Le Foyer de la Musique

RUE BANK — près Laurier 30-6-13-216

Cartes Professionnelles

MEDECIN
J. L. CHABOT, M.D.
MEDECIN CHIRURGIEEN
170 AVE. LAURIER EST
Tél. Rideau 900

AVOCAT
NAP. CHAMPAGNE
AVOCAT
Edifice La Banque Nationale
18 RUE RIDEAU
Tél. Queen 61

SPECIALISTE
Docteur W. T. M. MacKinnon
Spécialiste pour les YEUX, OREILLES, NEZ ET LA GORGE
414 EDIFICE JACKSON, OTTAWA, ONT.
Tél. Queen 2876

AVOCATS
Thompson, Côté, Burgess et Thompson
AVOCATS
122 RUE WELLINGTON
Tél. Queen 3135

DENTISTE
Dr J. A. GAUTHIER
Heures de Bureau: 9-12, 1-6 Soir sur rendez-vous.
Tél. R. 4248
327 RUE DALHOUSIE.

CHIROPRACTEUR
Dr IDA M. ROWLES
Graduée de l'Institut Palmer
Edifice Jackson, Tél. Q. 618
Rés. Tél. Q. 181-w

VETERINAIRE
Dr N. M. BELLAMY
MEDECIN VETERINAIRE avec 18 ans d'expérience.
5 RUE YORK, Tél. R. 861.—Rés. S. 4708-J.
Heures de Bureau 9 à 5.

CHIROPRACTEUR
Dr GEO. A. GRAHAM
CHIROPRACTEUR Gradué du Palmer
340 RUE GILMOUR
Tél. Queen 3924

MEDECIN
Docteur T. F. DELANEY
752 rue Somerset
Tél. S. 2278

CHIROPRACTEURS
Docteurs Hansen & MacMillan
CHIROPRACTEURS Laboratoire aux Rayons X
Tél. Queen 2015
416-17 EDIFICE JACKSON Ottawa, Canada

CHIROPODISTE
W. L. KNAPP, D.L.C.
Spécialiste pour les pieds Salons Modernes Appareils Electriques.
418 EDIFICE JACKSON.
Tél. Queen 3777

CHIROPRACTEUR
Docteur J. C. R. STRATTON
CHIROPRACTEUR GRADUE
199, O'CONNOR, OTTAWA
Tél. Queen 3622

CHIROPRACTEUR
Docteur D. A. RICE
CHIROPRACTEUR Gradué du Palmer
551 RUE SOMERSET
Tél. Queen 2757-w

CHIROPRACTEUR
Docteur Ernest A. Mansfield
CHIROPRACTEUR Gradué du Palmer
289 RUE METCALFE
Tél. Queen 2083

LE CANADIEN
Editeurs—Propriétaires
329 RUE D'ALPHONSE
Edifice de l'Union St. J.
Tél. R. 6306

LE CANADIEN
L. 1—No 13.

UNE SESSION ELECTORALE

tôt que de subir un événement qui demanderait la dissolution du peuple. — L'administration accusera un déni de prévisions budgétaires. — L'attitude de MALAISE DA

La session est à peine en son début. On a déjà en poche un préavis de dissolution. Le gouvernement a aussitôt après avoir disposé en réponse du discours du trône le gouvernement a dévoilé ses prévisions budgétaires et les a tardé à se former en comité. Les députés pour faire adopter les crédits sans délai.

La dépense prévue de notre administration pour la nouvelle session est de \$342,036,597. L'année dernière cette dépense était de \$171,550 ce qui indiquerait qu'il y a eu une augmentation de \$170,486,047. Mais il y a deux choses à remarquer: premièrement, les dépenses de 1924-1925 ne comprennent pas les dépenses de 1923-1924. Les dépenses de 1924-1925 sont de \$56,000,000 pour le Canada National et \$900,000 pour la marine marchande. Cette année on dépense \$80,000,000 pour le Canada National et \$668,000 pour la marine marchande mais pour avoir à annoncer un surplus de 2 millions dans les dépenses on le faisait l'an dernier.

Le gouvernement, à cause de son déficit, a été obligé de recourir à l'emprunt. Le Canada National a permis de contracter 2,375,000. La dette de l'Etat est de 1,510,000 et la dette de la marine marchande est de 1,500,000. Le gouvernement peut donc facilement prétendre avoir épuisé ses deniers alors que dans les départements il y a augmenté.

Mais ce ne sont là que les choses qui ont été dites. La dépense de 1925 est certainement de beaucoup plus que celle de l'an dernier. On a total des prévisions il y a ajouté les crédits supplémentaires qui pourraient être de 5 millions et l'indemnité aux déposants de la banque Home; un autre chiffre.

Somme toute on peut dire que maintenant que notre dette est devenue cette année de 60 millions et cela sans que le gouvernement ait rien entrepris de décevoir. La politique d'économie qu'il a préconisée et qu'il n'a pas mise en pratique a pour résultat net d'augmenter nos dépenses d'une façon alarmante.

Il y a un autre danger qui nous menace. C'est que les dépenses ne sont pas réduites, que le coût de la vie continue à augmenter, que la crise du chômage s'aggrave, que nos industries continuent leurs pertes et que les deniers traversent la frontière de millions chaque mois.

LE MALAISE
Cette situation fait naître un malaise très grand au milieu de la population. Le contribuable demande ce que fera le gouvernement; les industriels sont inquiets de voir le gouvernement augmenter les taxes et le coût de la vie; les capitalistes par une part de ce qu'ils ont vu se passer dans leurs capitaux attendent de voir le gouvernement placer de l'argent dans les entreprises.

C'est pour cette raison que le chef du parti libéral demande des élections et M. King, voyant la situation sans issue, préfère aller devant le peuple avant que l'électorat s'élève contre son administration. Il suffit de rappeler que l